

Action soutenue par



contact@capen71.org – www.capen71.org

Le 26 juillet 2019

COMMUNIQUE

POUR SAUVER L'EAU, IL FAUDRA S'ATTAQUER AUX VÉRITABLES CAUSES DE LA VULNERABILITE AU DEREGLEMENT CLIMATIQUE

En France, l'agriculture c'est 48% de la consommation d'eau, avec un pic des 3 mois d'été où elle représente jusqu'à 80 % ...hors canicule. Cet usage est particulièrement lié à l'irrigation, utilisée sur moins de 6 % des surfaces de production, surtout industrielle, la plus polluante.

Or la crise climatique va entraîner des sécheresses de plus en plus fréquentes et longues. Dans ce contexte, des syndicats agricoles font encore pression pour obtenir de nouveaux barrages et retenues artificielles. La présentation a l'air simple : stocker de l'eau en hiver pour l'utiliser en été. Dans la réalité cette option s'est révélée particulièrement inadaptée pour l'agriculture, le territoire, la biodiversité, les usagers de l'eau....Elle est inappropriée pour le cycle de l'eau et pire, va aggraver les effets du dérèglement climatique en phase caniculaire.

L'eau est d'abord un bien commun indispensable à la vie. Or il est actuellement accaparé, exploité et pollué essentiellement par le secteur économique privé. Au point de menacer plus que jamais en France l'accès des usagers à l'eau potable.

En freinant les économies d'eau dans l'agriculture, en donnant l'illusion de la disponibilité, les barrages et retenues accélèrent les sécheresses sur le bassin. Les **véritables retenues naturelles** sont en fait les forêts, les haies, les zones humides,qui ont été détruites par l'agriculture industrielle (cultures, élevage...). L'imperméabilisation accélérée des sols a retardé naturelle des eaux de pluies d'hiver rechargeant les nappes. Tout en aggravant les inondations pluviales.....qui suivront les sécheresses.

Sources tariées, rivières asséchées et / ou polluées par les pesticides(2) etc..sont la conséquence logique et cumulée d'un aménagement du territoire (3), d'un urbanisme inadaptés, de gaspillages qui ont depuis des années ignoré les avertissements scientifiques concernant l'adaptation nécessaire au dérèglement climatique.

Le partage de la ressource en eau devenue rare devra se faire dans l'équité, la transparence et l'honnêteté de l'information **(2)**. Des arrêtés préfectoraux présentent les restrictions imposées aux usagers comme une solution majeure pour économiser l'eau. C'est un leurre. Il faut s'en prendre aux véritables gaspillages.

France Nature Environnement, ses fédérations régionales et départementales seront plus que jamais des **acteurs exigeants et mobilisés pour sauver l'eau (3)**.

Nos associations appellent à une gestion collective, **publique**, à une gouvernance réellement partagée par tous les usagers de l'eau. Une gestion qui **garantisse en priorité absolue l'alimentation en eau potable et son accès**, le bon fonctionnement des milieux aquatiques, **condition nécessaire aux autres usages** et seulement ensuite calibrer ces autres usages, agricoles, énergétiques, industriels, touristiques...

Il est urgent de remettre l'eau et le climat au cœur des décisions publiques.

T.GROSJEAN

Porte parole CAPEN 71

(1) La consommation du nucléaire est pour sa part rarement citée (le refroidissement des réacteurs). La neige de culture utilise 25 millions de M3 . 70 000 ha sont artificialisés chaque année depuis 2006 . Les Center Parcs sont toujours en projet en BFCetc..

(2) « L'eau et son droit –rapport du Conseil d'Etat 2010 »

(3) Communiqué Confédération Paysanne ci-joint

Pour aller plus loin : www.eaufrance.fr - www.fne.asso.fr -

